Le législateur Algérien gagnerait à adopter une conception plus souple, contractuelle, laissant davantage de place à la volonté des associés et actionnaires, de préférence à la conception institutionnelle classique. Le gouvernement devrait également envisager l'élargissement des sociétés à associé unique comme par exemple la société par action unipersonnelle (SPAU). La France l'a introduite, en 1999, dans son système juridique. Cette innovation a été assimilée à une véritable révolution; elle connaît un grand succès auprès des opérateurs économiques. Elle répondra assurément aux vœux des investisseurs qui recourent, souvent, pour se conformer aux exigences de la loi (7 actionnaires au moins pour la SPA) à des subterfuges. Par exemple une formule de société où deux actionnaires seulement qui se sont mutuellement choisis et qui acceptent de s'imposer volontairement des contraintes destinées à renforcer leur stabilité et leur cohésion (au lieu de 7 dans la SPA) peuvent constituer une SPA, qui pourrait avoir l'option d'être une société fermée qui ne pourra pas faire appel à l'épargne publique pour le placement de ses actions ou de ses obligations.

De tels actionnaires devront avoir le droit de fixer librement les conditions dans lesquelles la société sera dirigée, l'étendue des pouvoirs du ou des dirigeants, et les différents types de contrôle auxquels ceux-ci seront soumis. Les actionnaires pourront délibérer dans les conditions fixées par eux dans les statuts, sans être tenus par le formalisme des assemblées générales. Es ne seront pas tenus de respecter scrupuleusement le principe de proportionnalité du droit de vote, par rapport à la quotité du capital détenu, mais plutôt être autorisés à stipuler une répartition statutaire différente. Des droits de vote pluriels ou, à l'inverse, des droits de vote limités sont concevables dans ce type de société. Néanmoins, les décisions importantes devront être prises en assemblée telles que par exemple l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la dissolution, l'approbation des comptes annuels et la distribution des bénéfices.

Toutefois, dans les statuts, les parties devraient disposer de toute latitude pour déterminer les conditions et modalités de tenue de ces assemblées. La vision derrière une telle réforme sera guidée par le souci d'assurer la stabilité et la cohésion des actionnaires en donnant une force statutaire et par conséquent force exécutoire à des clauses qui font habituellement l'objet de dispositions de certificat d'incorporation qui sont imposées par la loi et non pas par les statuts de l'entreprise. On peut aussi imaginer un cadre juridique pour une SPA unipersonnelle, semblable à l'eurl pour permettre aux opérateurs économiques de ne pas avoir à recourir à de nombreux subterfuges simplement par respect pour le formalisme juridique. Les deux cas ci-dessous montrent que deux sociétés étrangères investisseurs en Algérie qui, ne pouvant utiliser la formule de la société par action unipersonnelle, ont eu recours au subterfuge d'offrir des actions à six personnes pour arriver au chiffre de sept actionnaires imposé par la loi

Questions

1/compréhension : 5pts

- proposer un titre au texte
- Quels sont les modes des sociétés, cités dans le texte, en Algérie
- Quelles sont les différences entre la SPA et SPAU ?
- Montrer le point de vue du texte
- Quel est le rôle que le statut joue au niveau de la SPAU ?
- Trouvez un terme synonyme du terme « consentement »

2/Lexique : 5pts

- Donnez les verbes de ces noms : transaction-modalité- subvention- banque
- Donnez les noms de ces verbes : mouvoir- flutter-dissoudre- partenariat
- Mettez chaque terme avec sa propre définition appropriée : billet à ordre- obligation- consignation- billet à ordre.
 1. : dépôt d'espèce , de valeurs ou d'objets entre les mains d'une tierce personne à charge pour elle de les remettre à qui de droit
 2. : titre par lequel une personne appelée le souscripteur , s'engage à payer à une époque déterminée, une somme d'argent à un bénéficiaire ou à son ordre.
 3. : titre de créance ne comportant pas le nom du bénéficiaire et qui se transmet par la tradition, c'est -à-dire remise de la main à la main.
 4. : titre négociable émis par une société de capitaux qui emprunte un capital important généralement à long terme et divise sa dette en un grand nombre de coupures.

3/Terminologie 3.5pts : traduisez vers l'arabe les termes soulignés dans le texte.

-traduisez vers le français les termes suivants :

فك الرهن - دعوى استرداد الحيازة - عقد الأذعان - التنازل عن الأسهم - التنازل عن الدعوى- الدين التجاري

4/Traduction 3.5 pts : traduisez vers la langue française l'article suivant :

المادة 580 من قانون الإجراءات المدنية و الإدارية:
تتوقف الخصومة في القضايا التي لم توضع في المداولة في حالة:
- وفاة أحد الخصوم
- وفاة أو استقالة أو توقيف أو نشطيب أو تنحية المحامي

Expression écrite : 3pts

En quelques lignes, explorez le rôle de l'investissement en Algérie et sa relation avec la réglementation régissant la création des entreprises

N.B Prière d'utiliser un terminologie juridique adéquate)

3ème année (droit privé)

Traduire vers l'arabe le passage suivant:

Le contrat de mariage régulièrement conclu a des effets pour chacun des deux époux qui s'expriment en termes de droits et d'obligations. Avant même d'en examiner le contenu, il y a lieu de noter la capacité d'agir en justice reconnue au mineur dès l'instant où il conclut une union matrimoniale pour tout ce qui touche « aux droits et obligations résultant du contrat de mariage ». Il nous faut donc voir ce que sont ces droits et ces obligations avant d'exposer les effets du mariage quant à la filiation.

Le mari reste tenu de subvenir aux besoins de son épouse à partir du moment où elle rejoint le domicile conjugal. Ce sont les deux premières obligations réciproques que se doivent les époux et la femme n'est juridiquement obligée de subvenir aux besoins de ses enfants qu'en cas d'incapacité du père et si elle en a les moyens. Elle n'est donc pas tenue de prendre en charge son mari même si ses revenus le lui permettent. Le législateur algérien n'a rien changé à ces règles mais en révisant le texte de 1984, le législateur de 2005 a néanmoins redéfini les relations que doivent entretenir les époux entre eux.

Essayez de traduire les termes soulignés dans le texte qui suit vers l'arabe:

Le mariage continue d'être régi par les principes enseignés par le droit musulman classique, mais le législateur algérien ne définit pas l'union conjugale comme le faisaient les jurisconsultes d'antan. Il considère en effet celle-ci comme « un contrat consensuel passé entre un homme et une femme dans les formes légales », modifiant ainsi la version de 1984 de l'article 4 du Code de la famille qui ne mettait pas suffisamment l'accent sur le rôle de la volonté de chacun des futurs conjoints dans la formation de, l'union matrimoniale et donc sur la liberté individuelle dont doit jouir chacun au moment de prendre cet engagement. Par ailleurs ce même article reconnaît une fonction sociale au mariage en déclarant « qu'il a, entre autres buts, de fonder une famille basée sur l'affection, la mansuétude et l'entraide, et de protéger moralement les deux conjoints et de préserver les liens de famille. » Cette définition, qui n'est pas celle proposée par le Coran, reprend néanmoins partiellement une disposition coranique et la jurisprudence a déjà eu l'occasion de rappeler les caractères que doivent revêtir les relations entre époux

Cette définition est donc différente de celles proposées par les auteurs classiques qui ne voyaient le contrat de mariage qu'à travers son objet. Mais tout en étant un contrat « consensuel » (ridâ'l), une disposition renforcée par le nouvel article 9 du Code de la famille qui déclare que « le contrat de mariage est conclu par l'échange des consentements des deux époux », le mariage doit être conclu « dans les formes légales. » Il s'agit donc d'une situation, certes créée volontairement et d'un commun accord entre « un homme et une femme », mais dans un cadre défini par la loi. Ainsi le mariage, tout en étant un acte de volonté, devra être conclu sous le contrôle de l'autorité publique. Cette double exigence apparaît à travers les dispositions prévues par la loi en la matière et qu'il convient maintenant d'examiner.